Bulletin œcuménique

JUIN 1977 NUMERO 4 PARAIT 8 FOIS PAR ANNEE

interrogation

VERS LA PARTICIPATION ET LA RESPONSABILITE DE TOUS

(Extrait d'un texte de Louis Crausaz)

Depuis quelque temps, on parle beaucoup de participation dans l'Eglise, comme dans la vie sociale et politique. On établit des programmes, on crée des institutions qu'on veut représentatives, on donne des droits de vote; mais de fait, pour quelques succès remarquables, combien de lourdeurs, combien de responsables s'essoufflent dans un monde terriblement passif.

Aumônier des laïcs missionnaires, j'ai été frappé d'entendre les mêmes échos de prêtres, de religieuses et de civils venant d'Afrique à propos de tout ce que les blancs entreprennent. "On se démène pour leur bien, mais les gens sont passifs". Et j'ai lu cette réponse d'un Africain : "Autrefois, notre peuple était responsable" mais "depuis la rencontre avec l'Occident, il cessa de prévoir lui-même son destin. Tout était donné, obligatoirement tout. Tout lui était imposé. Tout devenait nouveau : la loi, la médecine, la religion, la vie, la façon de cultiver, la façon de penser, la façon de saluer, la façon de s'asseoir... C'est alors qu'il démissionna, devint esclave de la nature, admirateur béat de la technique, exécutant inconscient d'une civilisation nouvelle... le vrai sous-développement apparaît quand, mis brutalement face aux peuples ayant déjà acquis la volonté de dominer la nature... nos peuples ont perdu le contrôle d'eux-mêmes".

(Michel Kayoya)

EIRENE
Service chrétien
international pour la paix
Comité suisse
Boîte postale 12, 2013 Colombier
CCP: 23-50 46

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP: 17-77 86

GVOM
Groupe volontaires
outre-mer
Chemin des Cèdres 5
CH-1000 Lausanne 9
CCP: 10-209 68

Lors de la récente Conférence annuelle de la Coopération technique, Georges-André Chevallaz. le conseiller fédéral, a prononcé un discours remarqué sur le thème :

L'EFFORT PROPRE DU TIERS-MONDE : CADRE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE AU DEVELOPPEMENT

Nous publions ci-dessous quelques extraits :

Le thème de la présente journée traduit bien modestement la nécessité de renverser la perspective sous laquelle, trop souvent, on considère le tiers-monde. Ce qui est prioritaire, ce qui est déterminant dans le processus du développement, c'est la volonté des pays pauvres, c'est leur action, c'est leur conscience des responsabilités internes et internationales.

(...)

On ne développe pas le tiers-monde, il se développe ! La coopération technique, le transfert des connaissances qu'elle cherche à promouvoir, n'obtient de résultats durables que si elle prend racine dans la volonté des hommes du tiers-monde. L'aide, néfaste si elle entend réaliser quelque chose en lieu et place des personnes concernées, peut jouer un rôle capital si elle contribue à lever, avec elles, tel obstacle trop lourd.

(...)

L'effort propre des pays en voie de développement se réalise à tous les niveaux.

(...)

Jusqu'en 1973, l'épargne nationale finançait 90% des investissements. La récession mondiale qui sévit depuis lors a eu des effets dramatiques sur la capacité de financement des pays en développement non producteurs de pétrole. Leur taux "d'autofinancement" se voit ainsi réduit à 80%. Vu sous un autre angle, l'exportation des produits du tiers-monde joue aussi un rôle essentiel dans le financement du développement.

(...)

De plus en plus, les pays en développement sont en mesure de fournir à d'autres nations en développement des services, des biens d'équipement, de l'assistance technique, voire de l'aide financière. Il s'agit là de données économiques globales qui permettent d'apprécier l'effort propre du tiers-monde. Mais l'aridité de ces éléments d'analyse ne doit pas voiler la vie et la souffrance qui palpitent sous ces chiffres.

(...)

Pour ce qui est de l'analyse des causes de la misère et de la recherche de solutions originales, le tiers-monde apporte aussi la contribution de ses savants, les réflexions de ses philosophes. L'étude du sous-développement n'est plus le monopole des universités des pays industrialisés, pas davantage d'ailleurs que les recherches sur les civilisations d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique. Il ne s'agit pas d'adhérer directement à ces formes d'analyses, mais de saluer le fait que les conditions d'un dialogue se créent progressivement, qu'il remplace peu à peu le monologue des scientifiques appartenant aux nations riches. Dans le même ordre d'idées, la réalisation de services d'informations propres aux tiers-monde, telle qu'elle a été notamment envisagée à la Conférence des pays non-alignés, permettrait de présenter au monde une image de l'hémisphère Sud moins unilatérale que celle qui ressort actuellement du quasi-monopole des agences existantes.

(...)

C'est dans ce contexte global que s'insèrent les activités de la coopération au développement.

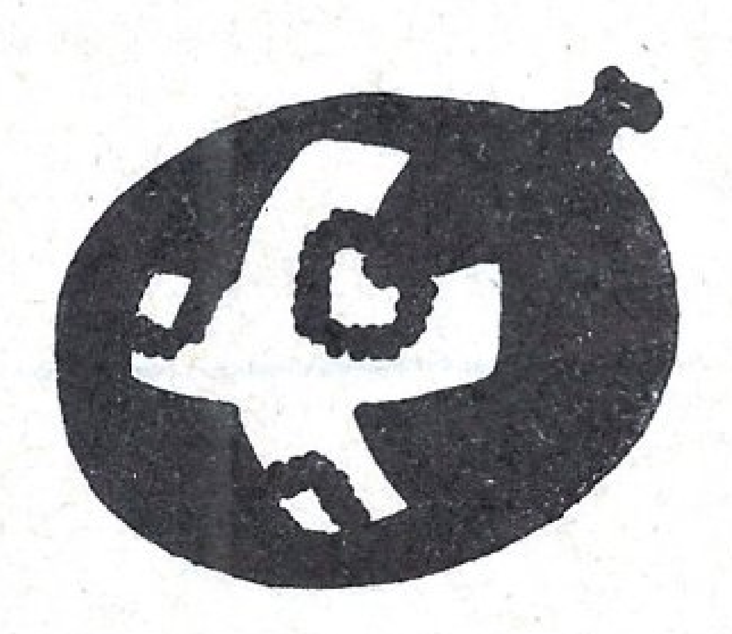
(...)

Le danger qu'on fasse de l'aide au tiers-monde un instrument de conditionnement politique s'est notoirement accru. Il en résulte un appel plus insistant à des pays qui, tel le nôtre, ne sont guère suspects d'intentions d'hégémonie politique. Nous devrions donc pouvoir accroître notre disponibilité.

(...)

La Suisse est encore loin d'avoir accepté toutes les responsabilités qu'impliquent sa <u>richesse</u> et la vocation d'entraide qui est une des justifications de sa neutralité.

GEORGES-ANDRE CHEVALLAZ A LA CONFERENCE
ANNUELLE DE LA COOP. TECHNIQUE, A BERNE



UNE JEUNESSE MARGINALE ... EST-CE NOTRE AFFAIRE ?

Certains ont cru que sur la place de Lausanne, on allait vivre un "mai chaud". En fait, les quelques manifestations, dans la rue, au Buffet de la Gare, ou à l'ancien Casino de Montbenon, ont tout juste procuré quelques heures tièdes aux participants et aux forces de l'ordre chargées de contenir les jeunes, mais surtout mobilisées, semble-t-il, pour contrôler le plus grand nombre possible d'identités chez ces jeunes "chevelus, paresseux, bruyants et indisciplinés, drogués". Ces contrôles d'identités portent leurs fruits maintenant sous forme d'amendes pour participation à des manifestations publiques non autorisées, ou d'enquêtes de la justice suite à des plaintes officielles.

A première vue, ces poussées de fièvres juvéniles et printanières valent-elles ce papier, et est-il utile que nous nous arrêtions sur les attitudes d'autorités qui, en définitive, ne font que protéger l'ordre public, et encore, sans trop de violences ?

Je crois que les questions posées par ces incidents méritent tout particulièrement de retenir l'attention des lecteurs d'un journal qui se veut engagé, d'hommes et de femmes qui souvent sont allés très loin dans leur action, au service des autres et au service d'une cause.

Que nous disent les quelques centaines de manifestants lausannois - mais il en est dans toute la Suisse - qui contrairement à nous, refusent toute forme d'engagement , qui ne croient plus à notre foi, recusent notre sens du travail, nous trouvent hypocrites dans nos vies de familles, refusent un état dans lequel ils ne discernent plus les solidarités mais ne perçoivent que les contraintes ? Ils nous disent : VOTRE VIE EST TERNE; VOUS ETES INCAPABLES DE NOUS DONNER UN MONDE DE PAIX; VOUS FICHEZ EN L'AIR LA NATURE, ET SURTOUT, VOUS NE SUPPORTEZ PAS QUE NOUS VOUS LE DISIONS.

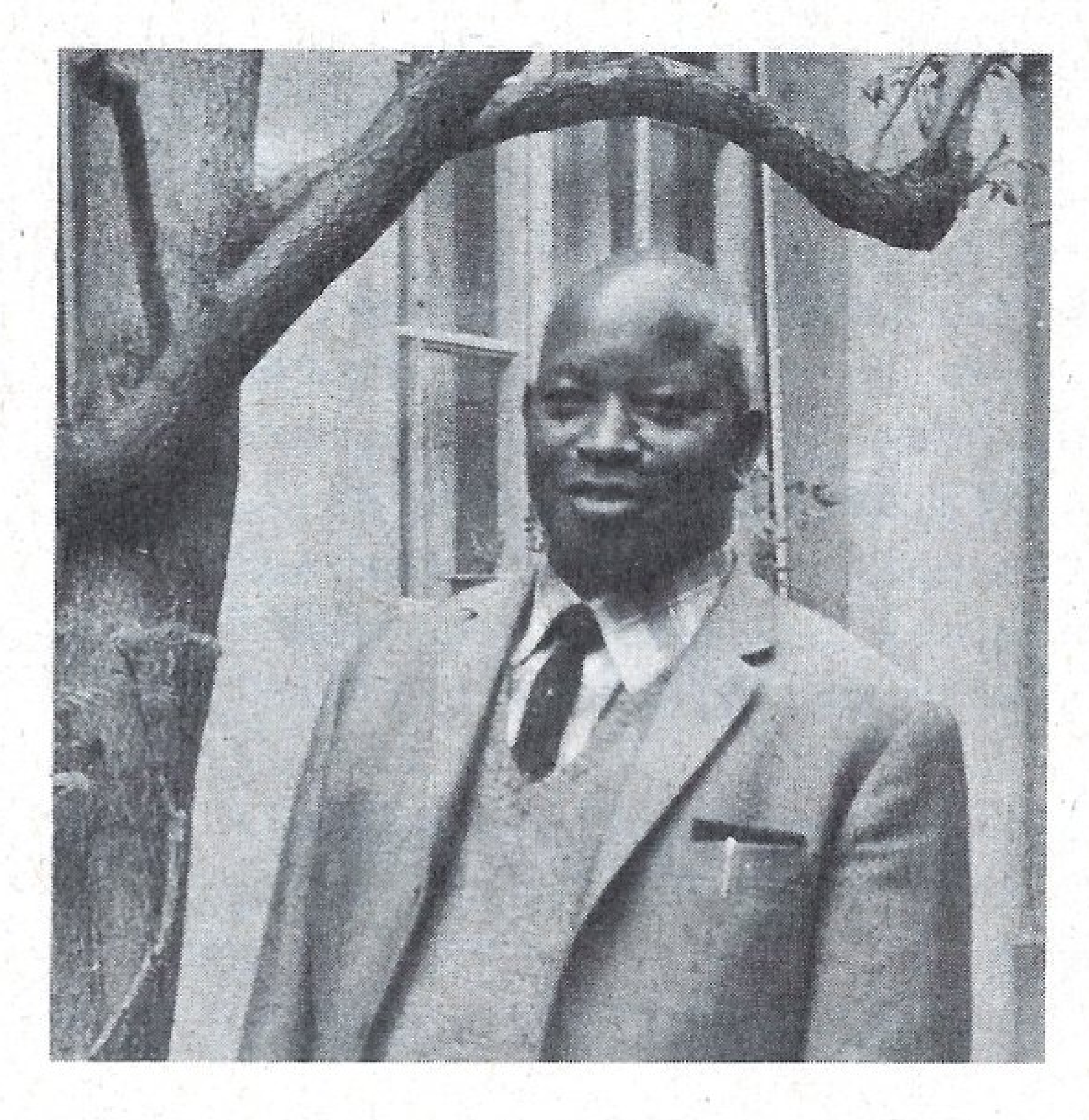
Et là, ils ont raison ! En effet, combien il est facile de mettre toutes ces révoltes, soit sur le dos de familles incapables, soit au compte de la drogue. Et on ne s'en prive pas.

Les familles désunies ou démissionnaires existent. La drogue aussi et combien ! Mais les questions restent entières.

En dehors du mépris ou de la répression, avons-nous quelque chose à dire ou à offrir ? Nous qui nous préoccupons des paumés de la société moderne dans le tiers-monde et qui parlons de dialogues et d'échanges, sommes-nous prêts à écouter les mises en question des marginaux de chez nous ? Pourrions-nous imaginer des moyens et des lieux pour un dialogue réel ou, à la limite, pour une action contre la répression et le racisme anti-jeunes ?

Clément Barbey

INTERVIEW - EXPRESS



PASTEUR MUCACHE

Président du Synode de l'Eglise presbytérienne du Mozambique - Pasteur à Ritacla et professeur au Séminaire de théologie

- *Après l'indépendance du Mozambique, les Eglises ont été dépossédées de leurs oeuvres sociales - écoles, hôpitaux, foyers de jeunes. Quel rôle votre Eglise peut-elle continuer à jouer aujourd'hui ?*

- Dans le cadre des paroisses et des presbytères, le travail continue. Malgré que nous n'ayons plus nos oeuvres sociales, l'enseignement biblique aux catéchumènes et aux enfants continue de se développer. Nous avons créé des cours de formation chrétienne pour laïcs afin de leur permettre d'approfondir leur foi.

L'Eglise crée de nouveaux centres en suivant les nouvelles divisions administratives du pays. Pour cela, elle a besoin de cadres formés capables de comprendre la nouvelle situation dans laquelle ils vivent. Ainsi le séminaire de Ricatla ne forme pas seulement des pasteurs, mais aussi des évangélistes. Des cours de formation de laïcs ont été lancés à Maputo et nous voulons les étendre ailleurs.

La mission de notre Eglise est de témoigner que la foi existe dans notre pays; elle doit apprendre aux chrétiens à vivre leur foi sans s'éloigner de notre société et en participant à la reconstruction nationale.

- *Y a-t-il encore au Mozambique du travail au service de l'Eglise ou de l'Etat pour de jeunes adultes suisses ?*

- Ces dernières années, l'Eglise demandait surtout aux missionnaires de participer à la formation des cadres. Aujourd'hui, nous avons encore besoin dans ce domaine d'aides temporaires.

Par ailleurs, dans les oeuvres sociales du pays, il y a beaucoup de travail pour de jeunes adultes : santé, agriculture, etc. Les intéressés doivent s'adresser au gouvernement. Si le coopérant est chrétien, l'Eglise l'invite à faire partie de la communauté.

ZAIRE, LE POUVOIR A LA PORTEE DU PEUPLE, de M. Cléophas Kamitatu, ancien compagnon de Patrice Lumumba, ministre de plusieurs gouvernements de 1960 et 1965, et ministre des affaires étrangères au moment du coup d'Etat au Zaïre, en 1965.
Dans cet ouvrage, celui qui vit en exil en France et qui a participé à l'animation de plusieurs des sessions de nos mouvements, brosse un tableau du Zaïre d'aujourd'hui, marqué par la corruption et les inégalités, au bord de la crise. En tant qu'un des fondateurs de la République au Zaïre, M. Kamitatu est bien placé pour présenter une analyse de la situation et tracer des perspectives et des solutions d'avenir. Ses idées rejoignent certaines options pour un développement autocentré, solidaire et populaire.

L'ouvrage peut être obtenu au secrétariat de FSF, 34, Grand'rue - 1700 Fribourg.

Irlande du Nord

LE MOUVEMENT DES FEMMES POUR LA PAIX DEMANDE AUX EXTRÉMISTES DE RENDRE LEURS ARMES

(De notre correspondant.)

Belfast. — *Le Mouvement des femmes pour la paix a lancé, mardi 31 mai, une campagne de « démilitarisation » et demande aux groupes paramilitaires des deux camps de rendre leurs armes.*

Dans un communiqué, l'organisation pacifiste, fondée en août 1976, a annoncé qu'au cours des trois prochains mois elle accueillera tous les renseignements concernant les caches d'armes des activistes. Au besoin, les membres des comités pacifistes sont prêts à remettre eux-mêmes ces armes aux autorités. Cette initiative du Mouvement de la paix a été critiquée par les « ultras » protestants qui y voient une forme d'armistice. Mais la police l'a accueillie favorablement.

Les « Peace people » ont indiqué que les extrémistes qui poursuivraient au-delà du mois de septembre leurs activités criminelles ne devraient plus être protégés par leur famille ou leur communauté. Ce qui revient à prôner la dénonciation. La déclaration du Peace Movement contient deux autres points importants : le mouvement se prononce en faveur d'une police recrutée par quartier, un projet cher à l'IRA provisoire, et demande le retrait des troupes dans les casernes le plus tôt possible.

Depuis janvier 1977, le Mouvement de la paix a travaillé discrètement à établir des comités de quartiers et a permis à plus de cent personnes d'utiliser ses « routes d'évasion » pour échapper à l'emprise des organisations para-militaires.

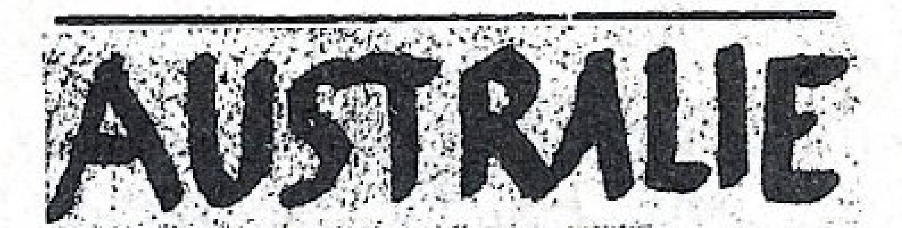
Il y a eu plusieurs cessez-le-feu officiels en Ulster depuis 1968. La dernière tentative du Mouvement de la paix a quelque chance dans la mesure où elle exploite la lassitude de la population à l'égard de la violence et des manœuvres d'intimidation, lassitude qui a été démontrée avec éclat par l'échec de la grève protestante du mois dernier.

RICHARD DEUTSCH.

"le Monde" 2.6.77

LES PROTESTANTS TOGOLAIS SE DEFONT DU "MANTEAU RELIGIEUX"

Lomé, Togo (SOEPI) - L'Eglise évangélique du Togo a la ferme intention de soulever "son manteau religieux" pour s'en débarrasser. C'est ainsi que le pasteur E. D. Trimua, aumônier du Collège protestant de Lomé, a résumé l'esprit et l'intention du Synode 1977 que cette Eglise a tenu à Pya, dans le nord du pays. En effet, le Synode a exhorté les chrétiens évangéliques du Togo à vivre pleinement et d'une manière authentique la vie du Christ à la fois dans le contexte socio-culturel du pays et sur le plan universel.
Une priorité sera donc, pour les mois à venir, la rénovation de la vie liturgique qui, pour les synodaux à Pya,"est une nécessité et non un luxe." L'accent sera donc mis sur l'utilisation dans le culte d'éléments de la culture traditionnelle. Cela exigera une étude sérieuse et approfondie du folklore, de la poésie et de la musique togolaise pour puiser dans l'héritage culturel traditionnel sans contredire la foi et l'espérance chrétiennes.
Le Synode a abouti à cette conclusion après avoir constaté que les temples paroissiaux se vidaient "d'eau-de-vie" pour se remplir de "mauvais vin", entraînant une adoration sèche, monotone et stéréotypée. La nouvelle liturgie devra donc répondre aux aspirations des chrétiens togolais et pouvoir être partagée avec d'autres familles spirituelles.
"Le problème ne se situe plus au niveau de la prise de décision mais à celui du décollage" a constaté le pasteur Trimua qui reconnaît que cela sera d'autant plus difficile que " nous sommes héritiers d'une tradition avec ses ornements (habits liturgiques, cantiques, attitudes, etc.) qui a pour seul critère de jugement de valeur une culture étrangère que nous assimilons difficilement et par conséquent nous déracine de notre milieu.



L'archevêque de Melbourne a nommé une religieuse, Sœur Mary Cloonan, vicaire épiscopale chargée de la vie religieuse dans le diocèse. Sa mission canonique s'exerce à l'égard de 500 religieux et 2 400 religieuses.

BURUNDI

A la suite de la parution d'un article dans une de leurs revues en Italie, les 15 missionnaires comboniens (de Vérone, Italie), exerçant dans le diocèse de Bujumbura, ont été expulsés. La mesure les obligeait à quitter le pays dans les 24 heures.

Œrlikon-Buhrle

19.5.77
La Suisse

PRODUCTION MILITAIRE TOUJOURS PRÉPONDÉRANTE

(ATS) — **Comme les années précédentes, la production militaire figure au premier rang dans le groupe Buhrle : 56% (exercice précédent 52%) sur un chiffre d'affaires consolidé de 2.354 milliards de francs (+20%). Les autres secteurs prennent les parts suivantes : machines 10,1% (13,5), soudure 8,2+ (9,8), appareils de physique et d'électronique 9% (9,3), textiles 6,4 (6,9), divers 10,3% (8,5).**

Lors d'une conférence de presse, M. D. Buhrle, président du conseil d'administration, a indiqué qu'aussi longtemps que la situation économique ne s'améliorera pas, une importante diversification dans le secteur civil ne se produira pas. Au demeurant, ce n'est que par des reprises de sociétés que se fera l'expansion dans le secteur civil.

AUGMENTATION DU CAPITAL

Bénéfice consolidé : 158,3 millions (+31,5%). Bénéfice net du holding : 36,8 millions (+14%). Il est prévu une augmentation de capital de 50 millions, dont quatre seront réservés à une fondation pour les collaborateurs de la société. Les 152 000 actions nominatives nouvelles restantes de 100 francs nominal, et les 123 000 actions au porteur de 250 francs nominal seront émises respectivement à 400 francs et à 1000 francs.

Cette augmentation ne modifiera pas la répartition de la propriété du capital, soit 53% à la famille Buhrle.

Pour 1977, M. Buhrle prévoit une nouvelle progression de 15 à 20% des ventes consolidées (machines et Contraves surtout).

Le Monde ÉNERGIE 31.5.77

La Commission européenne propose une série de mesures pour réduire le gaspillage

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne vient de soumettre aux Etats membres une série de mesures visant à encourager les économies dénergie et à promouvoir le développement d'énergies nouvelles. Selon la Commission, les différentes actions préconisées pour réduire le gaspillage devraient permettre de diminuer de 15 % les prévisions de consommation dans la C.E.E. pour 1985. Ces propositions, qui seront examinées par les ministres chargés des affaires énergétiques lors de leur prochaine session, le 14 juin, à Luxembourg, s'articulent de la manière suivante :

● *Adoption par les gouvernements d'un programme de sept ans (1978-1985) visant à améliorer l'isolation des logements et des bureaux ;* 30 % des logements existants et 20 % des bureaux seraient concernés. Le financement de cette opération serait assuré par les Etats membres. Selon M. Brunner, le commissaire chargé des affaires énergétiques, l'exécution de ce programme devrait permettre de créer au moins trois cent mille emplois.

● *Financement de projets pilotes susceptibles de permettre des économies importantes d'énergie.* Les politiques d'économie sont pour l'instant fondées sur la lutte contre le gaspillage et visent à rendre plus rationnel le comportement des utilisateurs. La Commission estime nécessaire d'aller beaucoup plus loin. Il existe des techniques industrielles qui permettent une économie importante de l'énergie. Tel est, par exemple, le cas de centrales produisant à la fois de la chaleur et de l'électricité (alors que, dans les centrales thermiques classiques, la production de chaleur se fait en pure perte). Leur commercialisation exigeant un effort de recherche-développement important, la Commission propose que la Communauté affecte à ce programme un budget de 45 millions d'unités de compte (242 millions de francs).

● *Le déveoppement d'énergies nouvelles.* Pour l'énergie géothermique (sources de vapeurs souterraines, sources d'eau chaude), la Commission suggère que la C.E.E. octroie, en 1978, dans un premier temps, une aide de 10 millions d'unités de compte (56 millions de francs). Un concours de 16 millions d'unités de compte (90 millions de francs) est également préconisé pour contribuer à des projets concernant la gazéification et la liquéfaction du charbon.

Pour ce qui concerne la politique nucléaire, M. Brunner a mis l'accent sur les différences « *objectives* » entre l'Europe et les Etats-Unis. La Communauté, pauvre en pétrole et en uranium, ne peut se permettre de négliger le retraitement du combustible atomique déjà employé. Il serait donc très opportun qu'elle participe, en tant que telle, aux futures discussions internationales sur le cycle du combustible nucléaire.

PHILIPPE LEMAITRE.

●

UN RAPPORT DU MIT

Washington. — Un groupe d'études, réunissant sous le patronage du Massachusetts Institute of Technology (MIT) trente-cinq experts de quinze pays vient de publier un rapport alarmiste sur les perspectives énergétiques mondiales. Résumant ce document mis au point au cours de trois ans de recherches, le professeur Wilson, du MIT, qui dirigeait les travaux, a déclaré : « *Le monde libre doit réduire de manière draconienne sa demande croissante d'énergie et abandonner massivement le pétrole pour lui substituer d'autres sources d'énergie.* » Il faut faire vite, a-t-il ajouté, comme s'il s'agissait d'une « *mesure d'urgence du temps de guerre* ». Sinon, « *ce sera la catastrophe* ».

LA CREATION D'UN CONSEIL DE LA LIBERTE RELIGIEUSE SUGGEREE AUX LEADERS RELIGIEUX FRANCAIS

Paris (SOEPI) - Dans une lettre envoyée aux responsables des communautés religieuses en France, un certain nombre de personnalités françaises catholiques, protestantes, orthodoxes, juives et musulmanes suggèrent la création d'un conseil chargé "d'éveiller la conscience de tous les croyants en les sensibilisant au problème de la persécution religieuse". Cela devrait permettre de faire aboutir "une démarche unanime auprès des organismes officiels internationaux".

Constatant "douloureusement que s'amplifie dans bien des pays par toutes sortes de persécutions, la volonté d'étouffer et d'anéantir ce qu'il y a de plus sacré dans l'homme : l'étincelle de la conscience et de la dignité d'être une personne", les signataires de cette lettre estiment que "nous avons le devoir de parler pour ceux de nos frères qui ne peuvent pratiquer ni dire leur foi librement". A partir d'une information objective sur la situation, "nous pensons qu'une ample action des croyants de toutes convictions et de toutes races pourrait redonner l'espoir, en les arrachant à la solitude, à nos frères croyants ou non qui souffrent pour défendre la vraie liberté".

(SOEPI)

Le dilemne nucléaire exige un dialogue plus intense, affirme le COE.

Salzbourg (SOEPI) - Le Conseil oecuménique des Eglises a déclaré le 9 mai dernier aux adversaires et aux partisans de l'énergie nucléaire qu'il n'y a pas de solutions rapides aux dilemnes posés par l'ère technologique, que les questions éthiques sont liées aux questions techniques et ne peuvent être résolues par des théologiens ou d'autres personnes faisant abstraction des difficiles questions techniques. Le COE a demandé instamment que le dialogue entre scientifiques de diverses tendances et théologiens se poursuive et s'approfondisse, "ce qui inclurait également des gens directement confrontés à des problèmes particuliers".

Les campagnes menées contre le développement et l'emploi de l'énergie nucléaire doivent accepter le fait que "la boîte de Pandore ne peut être refermée". "Nous ne pouvons vivre comme si l'énergie nucléaire n'avait pas été découverte" a déclaré M. John M. Francis, spécialiste de l'énergie nucléaire de Grande-Bretagne, en présentant le rapport du COE "L'accueil de l'énergie nucléaire par l'opinion publique" à la session plénière du matin du 9 mai de la Conférence internationale sur l'énergie nucléaire et son cycle de combustible qui s'est tenue du 2 au 13 mai à Salzbourg sous l'égide de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Elle a réuni plus de 2000 savants, ingénieurs, chercheurs et spécialistes de l'environnement de 60 pays.

M. Francis s'est fait le porte-parole du COE qui demande "une discussion permanente entre les hommes de diverses croyances et idéologies à propos de la relation entre la production et la consommation toujours croissante d'énergie et d'autres biens économiques, et la "bonne" vie dans une "bonne" société. L'énergie nucléaire ne doit pas être considérée comme une fin en soi, mais comme un moyen de servir la justice sociale et la qualité de la vie... Tout en reconnaissant l'existence de besoins énergétiques accrus dans de nombreuses sociétés, nous refusons d'admettre que l'énergie soit une panacée aux maux sociaux contemporains ou qu'elle remplace la justice. Les Eglises estiment avoir la responsabilité de prendre position en faveur d'un nouveau style de vie insistant sur des valeurs autres que la consommation.

M. Francis a résumé en quatre points le rapport du COE :

1. L'énergie nucléaire offre l'occasion de répondre à une large proportion des besoins énergétiques mondiaux, mais en revanche, elle implique des risques de nature exceptionnelle. Il serait politiquement naïf de croire que l'énergie nucléaire sera ou pourra être laissée de côté.
2. Le développement du système d'énergie nucléaire n'a pas encore atteint un niveau justifiant sa mise en oeuvre sur le plan mondial; les conséquences d'une large expansion nécessitent une évaluation plus approfondie.
3. Les droits d'accès à la technologie nucléaire doivent être sauvegardés au sens où les "nantis" nucléaires n'ont pas à exclure les "démunis" par une forme quelconque de concertation fermée.
4. Les questions d'accès à l'énergie nucléaire et de facteurs de sécurité dont la responsabilité incombe à toutes nations doivent être réexaminées sous la direction de l'Agence internationale de l'énergie atomique, avec des objectifs fonctionnels mieux définis et davantage adaptés à l'ampleur du travail qu'il reste à faire dans ce domaine.

(SOEPI)

Ouganda

Selon la Commission internationale des juristes

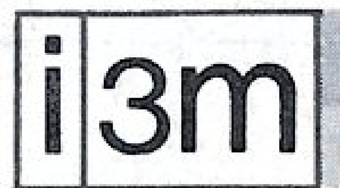
80 000 PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES DEPUIS 1971

Genève (A.F.P.). — La Commission internationale des juristes (1) estime, sur la base d'indications fournies par d'anciens ministres d'Ouganda, que quatre-vingt mille à quatre-vingt-dix mille personnes ont été tuées depuis l'accession au pouvoir du maréchal Idi Amin Dada, en janvier 1971.

Dans un document de 170 pages, publié lundi 16 mai à Genève, la commission cite des témoignages faisant état de nombreux massacres, notamment dans la prison de Naguru, à Mabira, dans les forêts de Namanve et à Nakapeliman, de 1974 à 1976, et du sort tragique réservé à plusieurs membres de la famille du président.

La commission juge que « la publicité faite à travers le monde a aidé à réduire le nombre des atrocités, mais elles se poursuivent à une échelle importante ». « Il y a maintenant, conclut-elle des preuves de plus en plus évidentes de la responsabilité personnelle du président Amin dans nombre de cas. » cas ».

(1) Organisation privée fondée en 1952 et ayant son siège à Genève (N.D.L.R.).



Il y a cinq ans, en 1972...

- Le président Richard Nixon était brillamment réélu aux USA ;
- Un commando de Septembre noir provoquait un massacre aux Jeux olympiques de Munich ;
- Le président Amin Dada expulsait les Asiatiques d'Ouganda ;
- Le parti de Mme Gandhi triomphait aux élections des Assemblées des Etats en Inde ;
- A Berne, la Communauté de travail Swissaid — Action de Carême — Pain pour le prochain — Helvetas créait le **Service d'information Tiers-Monde («i3m»).**

Ce dernier événement, qui n'est absolument pas comparable aux autres, a néanmoins ceci de particulier qu'il peut rendre service, aujourd'hui encore, à chacun d'entre nous.

Qu'est-ce que «i3m» ?

«i3m» est d'abord un service d'information, qui rédige des documents et articles sur des problèmes de développement du Tiers-Monde et sur les relations entre la Suisse et les pays pauvres.
L'année passée, **quatre dossiers** ont été publiés sous forme de brochures offset de vingt à trente pages :

- Produits de base et dépendance ;
- Banque mondiale et IDA ;
- Habitat ;
- Bangladesh.

Le premier dossier de 1977 est paru. Son titre : **L'eau pour le développement.** Un deuxième, en préparation, traitera de l'aide au développement.
Il est publié aussi, chaque mois environ, une **documentation de presse** sous forme de bulletin ronéo de huit pages. En 1976 ont été traités des sujets comme la situation en Argentine, la guerre au Sahara, l'endettement du Tiers-Monde, la conférence des pays non alignés, la situation sociale au Chili, l'indépendance truquée du Transkei, etc.
Les trois premières documentations de presse de 1977 ont eu pour thème :

- Boycottage du café : une action contre le Tiers-Monde ?
- Reconstruction au Guatemala ;
- La situation sociale en Afrique du Sud en comparaison avec les pays indépendants d'Afrique noire.

Il est possible de s'abonner aux dossiers pour le prix de Fr. 10.—, et aux documentations de presse pour le prix de Fr. 15.—.

Du matériel à votre disposition

Sur simple coup de téléphone, ou sur demande écrite, «i3m» est en mesure de fournir du matériel sur n'importe quel pays du Tiers-Monde et sur la plupart des problèmes qui s'y posent (agriculture, santé, politique, économie, écoles, etc.).
Sa bibliothèque compte plus de 2000 livres, qui peuvent être prêtés (délai : un mois). Depuis cinq ans, les articles importants d'une douzaine de quotidiens et de plus de 50 revues et périodiques sont méthodiquement classés. Ils sont mis à disposition sous forme de photocopies.

L'équipe au travail

L'équipe «i3m» compte deux collaborateurs de langue française (Pierre-Alain Donnier et Jacques Matthey), deux collaborateurs de langue allemande et une personne et demie au secrétariat commun.
En 1975, «i3m» s'est adjoint un Service école, particulièrement bien documenté pour répondre aux besoins spécifiques des professeurs et des élèves. La personne à contacter dans ce cas est M. Jean-Marie Vermot.

Neufeldstrasse 9, case postale, 3000 Berne 9.
Service d'information : (031) 23 78 77 ; Service école : (031) 23 78 79.

UNE SECONDE BANQUE HOLLANDAISE STOPPE SON CREDIT A L'AFRIQUE DU SUD

Dans une lettre au pasteur Philip Potter, secrétaire général du COE datée du 12 avril 1977, l'Algemene Bank Nederland (ABN) fait savoir :

* qu'elle n'a plus accordé de prêts à l'Afrique du Sud ou à ses agences depuis mi-1975,

* que "mis à part les risques économiques accrus s'attachant à un tel prêt, une de nos considérations a été la critique croissante, au plan national et international, dans, et en-dehors des cercles ecclésiastiques, de la situation en Afrique du Sud, notamment en ce qui concerne la discrimination raciale(..) Notre Bureau directeur est compréhensif face à cette critique(..) parce que nos décisions(..) ne sont pas motivées que par le profit, mais aussi par des considérations non commerciales qui jouent un grand rôle lorsqu'elles sont prises",

* qu'il "faut trouver une solution vraie à la présente discrimination raciale avant que l'Afrique du Sud puisse prouver qu'elle est une débitrice acceptable, tant du point de vue politique qu'économique".

Au vu de ces assurances, le COE est d'avis que l'ABN a rempli maintenant les conditions définies par le Comité central du COE en 1974 et gardera, par conséquent, un compte en banque auprès de l'ABN.

Les deux conditions essentielles étaient que les banques qui entretiennent des opérations bancaires en Afrique du Sud n'accordent aucun prêt au gouvernement sud-africain et que, d'autre part, si à ce sujet des assurances satisfaisantes ne pouvaient être données, qu'on s'assure qu'aucun fonds appartenant au COE ne soit déposé auprès de pareille banque.

Récemment, une autre grande banque hollandaise, la Amsterdam-Rotterdam Bank (AMRO) avait fait savoir qu'elle avait pour sa part décidé de stopper, pour des raisons identiques, tout crédit au gouvernement sud-africain et à ses organismes affiliés.

(SOEPI)

Traduction œcuménique de la Bible

(édition en un seul volume, Ancien et Nouveau Testament)

Cette édition a été préparée sous les auspices de l'*Alliance biblique universelle,* dans la ligne de l'accord établi en 1968 avec le Secrétariat Romain pour l'Unité des chrétiens concernant «la coopération interconfessionnelle dans la traduction de la Bible».

La Bible. (Société Biblique Française et Editions du Cerf)

echos d'un voyage



extraits d'un carnet de route — paul jubin

RWANDA

Le tiers de la surface du pays est à vocation agricole, dont 3/4 pâturables et 1/4 à vocation forestière. La population est de 4,2 millions d'habitants avec la plus forte densité de l'Afrique, soit environ 400 habitants par km2 de terre cultivable. Les jeunes grouillent, les moins de 15 ans cachent un drame. Il n'y a plus de terre disponible pour ceux qui veulent fonder un foyer. Les collines, trop habitées, sont déboisées, appauvries, voire stériles. Bien des familles exercent une pression pour que les jeunes quittent la concession, avant qu'ils ne songent au mariage, pour ne pas avoir à résoudre cet insoluble problème. Ils espèrent qu'en ville... hélas, le taux d'urbanisation est inférieur à 4%; les agriculteurs forment 99% de la population et les fonctionnaires l'autre pour cent. Si on ajoute à cela, le fait que plus des 3/4 de la population sont illettrés, on mesurera l'acuité de la situation... On attend beaucoup, trop sans doute, de la réforme de l'enseignement primaire, en préparation, qui devrait généraliser la formation agricole.

Sur le plan religieux, notons que le Rwanda comprend 45% de catholiques, 10% de protestants, 44% d'animistes, 1% de musulmans; l'Eglise catholique, bien installée, a 75 ans. Elle a toujours entretenu d'excellentes relations avec le pouvoir politique. Aujourd'hui encore, les fonctionnaires la considèrent comme une force, comme une puissance dont il faut tenir compte. Le prêtre est un personnage sacré. Néanmoins, on sent des mutations. Ici, on défend des droits acquis et les positions qui assurent puissance et prestige. Là, on cultive l'initiative pour se libérer de toute compromission. Deux textes illustreront mon propos.

Le premier est tiré d'une revue rwandaise, Dialogue. Un professeur d'université y fait l'analyse critique des rapports entre l'Eglise et l'Ecole. Il souligne en conclusion, que "l'intérêt qu'auraient différentes sociétés d'abandonner leur esprit possessif quand il s'agit d'établissement, pour se mettre au service de la population au même titre que les enseignants laïcs, sans chercher à les dominer et à les embrigader, et en orientant de préférence leur action vers les plus délaissés et les plus démunis, au lieu de se mettre une fois de plus au service des mieux pourvus. Nécessité de retrouver la liberté chrétienne et l'esprit évangélique que des institutions qui donnent à l'Eglise pignon sur rue et en font une puissance essentiellement temporelle étouffent et paralysent. Sans doute est-ce se bercer d'illusions que d'attendre d'une Eglise installée qu'elle fasse son auto-critique. L'expérience montre que les renouveaux ne se produisent habituellement que sous le coup de facteurs extérieurs, comme c'est le cas au Zaïre ou en Tanzanie.

Une importante session pour une pastorale du monde rural s'est déroulée il y a quelques mois, pour appliquer cet appel du Synode des évêques à Rome en 1971 : "Le combat pour la

justice et la participation au développement nous apparaissent comme une dimension constitutive de la prédication de l'Evangile pour la rédemption de l'humanité et de sa libération de toute situation oppressive". Les sessionnistes ont travaillé durant une dizaine de jours. Ce passage est tiré de leur bilan : "Nous devons être avec les hommes et non les attirer à nous, les aider à se poser et à résoudre les vrais problèmes d'aujourd'hui, dans la pratique, en vue du Royaume de Dieu à construire dès ici-bas. Le dessein de Dieu est bien que l'homme soit créateur avec Lui. Le vrai péché est de ne pas entrer dans ce plan de Dieu, d'en rester à une conception ancienne de la vie et des rapports économiques, sociaux, culturels et politiques. Discerner là où est le péché et là où il n'est pas, n'est pas chose facile. Cela suppose une connaissance pratique, critique, des problèmes du monde et qui doivent sans cesse être vérifiés par l'expérience. Cette éducation des hommes est à faire avec eux, sans brandir continuellement un Evangile qui n'est pas un code moral mais une Bonne Nouvelle de salut, laquelle doit donner naissance à une action dans la société".

MWESI

Le centre d'animation rurale de Mwesi dont est responsable le Père Gyr et où travaillent Raymonde et Pierre André Granger, comprend une trentaine de coopératives agricoles de production de haricots, d'arachides, de choux, de canne à sucre, de quinquina, d'ananas, etc. Le centre dispose de trois hectares de terrain pour les démonstrations. L'équipe des animateurs comprend : outre le foyer Granger, un foyer qui a décidé de quitter l'enseignement pour se vouer à ce travail de conscientisation, ainsi que trois jeunes filles stagiaires qui font leur formation d'animatrices rurales. On y apprend à lutter contre l'érosion, à diversifier les cultures, à utiliser le compost, à associer agriculture et élevage, à susciter l'augmentation du rendement de chaque domaine familial, surtout dans le domaine vivrier. Grâce à l'animation les jeunes et les paysans découvrent leur place dans la société, ils découvrent qu'ils peuvent se regrouper, trouver parmi eux les encadreurs, les animateurs nécessaires pour moderniser leurs méthodes. Ils ont mis en route des petites caisses d'épargne. Responsables de coopératives, dizainiers de groupes viennent régulièrement, à tour de rôle au centre. Des jours sont réservés chaque semaine pour que les animateurs du centre puissent visiter les différentes collines pour y vérifier le suivi et y stimuler le travail. L'ensemble de la région se développe lentement avec les moyens locaux, mais sûrement.

La conception de développement du centre est adaptée aux pauvres. Il n'y a pas d'atelier, pas de témoignages de puissance, c'est une vie simple au niveau des gens, au ras du sol. Dans cette paroisse de 30'000 personnes, seuls la Mission et le commerçant possèdent une voiture. Il n'y a nulle part l'électricité. Le centre d'animation rurale refuse d'avoir un véhicule pour montrer aux Rwandais qu'ils peuvent se développer sans ce moyen technique. Tout cela suppose une lecture juste des événements, des comportements humains, et une adaptation des méthodes pour répondre aux attentes. L'équipe de Mwesi y répond de manière exemplaire. Aucune création ou démonstration n'est introduite sur les collines qui ne puisse être répétée sur les collines. A Mwesi, on trouve un bourgmestre qui a une moto, un dispensaire d'Etat avec deux bons infirmiers et pas de remèdes, un magasin Trafipro et beaucoup de cabarets où on vend une quantité industrielle de bière de bananes : l'uruwawa. Le bourgmestre de Mwesi, fier de la seule réalisation qui a pris corps dans sa commune et voyant les résultats inattendus, me demande d'autres volontaires et la possibilité de jumeler sa commune avec une commune suisse. Je dois freiner ses ardeurs et lui poser des questions qui sont autant de douches froides.

BURUNDI

Burumbu

Bujumbura est la capitale de ce pays de 3,7 millions d'habitants. La ville comprend plus de 100'000 habitants. Les Belges l'avaient construite en pensant l'urbanisme d'une capitale. Elle se présente avec de larges avenues, ornées de parcs, d'arbres, surtout des flamboyants. Elle est allongée entre le lac Tanganyka et les montagnes. A Bujumbura, je monte sur la colline du collège du St-Esprit et je partage un repas avec le Dr Jacques Bourland, médecin des lépreux du Burundi, qui essaie de ne plus les faire soigner à part, mais de les intégrer dans les différents dispensaires du pays. Il trouve une résistance de la part de certaines Soeurs, qui ont l'impression qu'on leur arrache leurs enfants ! Pour l'heure, le dispensaire du Kinama est le seul qui réalise cette intégration.

J'ai eu des entretiens avec le Père Renacle, responsable du Centre d'entraide et du développement. Après plus de vingt ans de présence au Burundi (alors qu'il était venu pour 2 ans), il a acquis une grande connaissance de l'agriculture, de l'élevage. Il a réussi à faire produire 50 fois plus sur les collines des environs en utilisant des méthodes rationnelles et en commercialisant les produits des producteurs. Il a su créer des équipes de confiance, un climat de certitudes et de dignité pour les ouvriers de la terre.

Nous échangeons sur les perspectives de développement du Burundi. Il importe d'éveiller les consciences, de susciter la volonté de se développer et de considérer cela comme une tâche prioritaire. Les chrétiens doivent être les premiers artisans de la coopération au développement dans les communautés où ils vivent. Une élite a pris la relève des colons. Elle évalue, certes, avec lucidité l'économie du pays, pense à son évolution et détermine les facteurs de son développement. Cette élite a subi une formation occidentale. Un immense effort doit donc déclencher une prise de conscience dans la masse, pour qu'elle retrouve ses racines, , pour qu'elle participe à toute l'évolution du pays.

Or, l'Eglise est partout présente au milieu des masses. Si l'Evangile est réellement vécu, la dignité humaine sera sauvegardée. L'homme créé à l'image de Dieu, appelé au bonheur et à une vocation divine, ne peut être asservi aux dominations économiques, financières, techniques ou socio-politiques.

Comment parlerait-on de conversion individuelle si on accepte que les structures en place perpétuent le refus de la justice et de la solidarité ? C'est prêcher du vent ! L'effort de l'Eglise doit s'inscrire dans le programme organisé par l'Etat. Celui-ci est-il considéré comme concurrent? L'Eglise n'est plus servante, ni levain. Les chrétiens doivent s'insérer dans l'effort d'un peuple, et dans ce cadre, y promouvoir la volonté d'un développement communautaire. C'est l'ambition du CED.



Photo ci-contre :

Heidi enseigne les jeunes ruraux

CAMEROUN

A Douala, où la chaleur humide étouffe, je rencontre Matthieu Gracin, directeur de l'Institut panafricain pour le développement. Cet institut va éclater et s'installer dans différentes régions : Ouagadougou, Buea, Douala et en un point de l'Afrique de l'est. Buts de l'exercice : répondre aux appels intégrés soutenus par une volonté politique de développement. Environ 50 % des cadres moyens formés à l'IPD ne sont plus dans les projets pour lesquels ils avaient été formés. Ils se sont servis de cette formation comme d'un tremplin, aspirés par le haut avec une certaine ivresse. La décentralisation permettra de mieux connaître les zones, les secteurs d'intervention et d'obtenir un impact plus durable.

Au Cameroun, Matthieu voit deux éléments intéressants.

- Le développement auto-centré, lancé par le président Ahidjo lors du dernier Congrès. Il incite à régionaliser les réalisations, à compter sur ses propres moyens, à faire participer la population.
- La volonté politique de ceux qui vivent en ville, de créer dans la brousse des équipements collectifs essentiels (écoles secondaires, artisanales et paysannes, services de santé, etc.) pour éviter l'exode rural et empêcher la vie au crochet des parents habitant les zones urbaines.

A la paroisse de Bépanda, le Père Aeby, le premier aumônier de notre mouvement, crache toujours du feu et des éclairs. Son sourire missionnaire domine toujours sa barbiche qui devient rousso- grisonnante.

L'avion met une demi-heure pour passer de Douala à Yaoundé. La saison sèche recouvre toute la capitale et ses environs de poussière rouge. Le chauffeur de taxi lui-même a une peau violacée et ses cheveux crépus couleur brique. Il n'en résiste pas moins sérieusement à mon marchandage concernant le prix de l'aéroport à la Procure.

Au cours d'un repas avec Monseigneur Zoa, je vérifie une fois de plus combien cet évêque possède un flair prophétique. Il mise actuellement sur les petites communautés et non plus sur les grandes missions. Chaque village est appelé à former un ensemble humain cohérent : la communauté chrétienne doit s'y insérer et porter le souci du développement de tous, quelle que soit leur confession. L'évangélisation ne saurait se concevoir à côté du développement, la foi doit vivifier la montée humaine, animer les actions des hommes vers un accomplissement intégral. En postulant la prise en charge des communautés par elles-mêmes, on préparera un avenir plus cohérent dans le respect des attentes des populations. Pour y parvenir, on ne confie plus à un catéchiste ou à un animateur de communautés chrétiennes, la tâche de guide. On aboutissait à la mise en place de laïcs plus cléricaux encore que les clercs. L'accent est mis, au contraire, sur la constitution d'équipes appelées à une animation intégrée dans la communauté. Dans chaque équipe polyvalente, les membres sont responsables du secteur qui leur est propre. On passe ainsi de l'autocratisme, plus ou moins éclairé, à une vitalité communautaire, c'est la même des Actes des apôtres.

Monseigneur Zoa procède actuellement à un vaste diagnostic : une recherche "ad extra" et une autre "ad intra". L'analyse tournée vers l'extérieur a l'ambition de recenser les obstacles à l'épanouissement et à la libération humaine : l'ignorance, la misère, les maladies, les contraintes socio-économiques, etc. L'Eglise devra entrer de plain pied dans ce processus de développement libératoire de manière appropriée. L'analyse interne vise à organiser l'avenir de manière à ce que l'institution puisse fonctionner : support matériel du personnel, locaux, bâtiments, véhicules de travail, bref, comment faire tourner la machine.

Les prêtres privilégient la recherche "ad intra", les laïcs préfèrent mettre l'accent sur l'autre. Entre les deux s'établira un équilibre. Le résultat fera l'objet d'un livre blanc.

- Je vous l'enverrai, dit Monseigneur Zoa, ça vous bousculera un peu, là-bas, en Europe !

Les écoles publiques de Yaoundé travaillent par demi-journées : le matin, elles enseignent à une partie des élèves, l'après-midi, à l'autre partie. Seules, les écoles privées dispensent un enseignement à plein temps. Elles accueillent surtout les enfants des familles capables de payer l'écolage. Autrefois, le savoir permettait d'accéder à l'avoir; aujourd'hui, il faut disposer d'un avoir pour accéder au savoir. Un problème nouveau est ainsi posé.



STAGE FINAL DE PREPARATION AU BOUVERET : Parmi les cerisiers en fleurs, les pluies incessantes, les chants et les tranchées ouvertes, un nouveau stage de préparation s'est déroulé au Bouveret, mettant un point final aux sessions avant le départ outre-mer. 11 participants auxquels il faut ajouter 2 animateurs (P. Georges Conus et Paul) et la cuisinière émérite (Cathy) formaient une communauté homogène et heureuse. Les sessionnistes venaient essentiellement des cantons du Valais, de Fribourg et du Tessin, les autres de Navarre et du Québec ! Vie de foi, vie de groupe, étude de milieu, partage avec anciens, découverte d'un programme de développement avec M. Kamitatu, ancien ministre d'un gouvernement africain, des activités concrètes ou pratiques, ont composé le menu du stage. Les trois semaines auraient volontiers été prolongées...

TRAVAUX AU CHALET ANALAKELY, AU BOUVERET : Depuis Pâques, divers travaux sont en cours aux chalets FSF au Bouveret. Un escalier intérieur a été aménagé pour passer directement du premier étage au réfectoire, selon les plans préparés par notre ami Jean-Paul Robert, actuellement à Ruyigi, au Burundi. Par ailleurs, un chauffage central est installé dans le chalet principal et au chalet des couples. Ce vieux rêve prend enfin corps ! Ainsi, nous ne grelotterons plus aux stages de Pâques. Mieux encore, les chalets seront utilisables toute l'année ! Notre gardien, M. Roger Dubosson, fortement mis à contribution par ces travaux, déploie une activité pour laquelle nous le remercions spécialement.

TAIZE : Deux douzaines de membres des centres régionaux FSF ont participé aux quatre journées allant de l'Ascension au dimanche suivant Taizé.
Inscrites dans la perspective du Concile des jeunes, notamment de la deuxième lettre au Peuple de Dieu écrite par des jeunes à Calcutta, ces journées ont permis aux participants de choisir entre plusieurs options : soit des journées de silence complet; soit des recherches pour un approfondissement des engagements déjà en route; soit un partage d'expériences à partir de la lettre de Calcutta; soit une option dans les services pratiques. Tous les jeunes qui arrivent sur la colline bourguignonne y viennent en quête de quelque chose, en soif d'approfondissement, à la rencontre de Quelqu'un. Ce phénomène s'accentue, d'année en année, et chasse l'image d'antan de jeunes cherchant d'autres jeunes ou un folklore d'évasion.
Comme un participant l'affirmait : "Quand on part de Taizé, on a quelque chose en plus et on a envie de le communiquer".

RENCONTRE DES OCCI : Les responsables des organismes catholiques d'envoi de volontaires de France, d'Allemagne, de Belgique, d'Italie et de Suisse, étaient invités à se retrouver à Pentecôte, à Milan.
Ils ont fait le point de la coopération aujourd'hui. Le volontariat n'est pas pris au sérieux suffisamment par tous. Or, pour les jeunes chrétiens, il s'agit d'un choix, d'une option de vie en accord avec la foi, soumis à l'Esprit perturbateur. Les volontaires sont des signes, des promoteurs de quelque chose de neuf.
En ce sens, ils dérangent, car ils disent que le nouvel ordre mondial ne saurait être "économique" ! Le nouvel ordre doit être solidaire et humain.
Les sessionnistes ont mis au point des modes d'échange d'informations (demandes de volontaires issues d'outre-mer; candidats disponibles; voyages programmés; etc.).
Ainsi prendra corps une meilleure et nécessaire coopération. Mieux vaut tard que jamais !
Il est demandé aussi aux volontaires de fournir à leur communauté de départ, à leur communauté d'appui, des informations détaillées sur leur projet, leur travail intégré dans celui des gens du pays d'accueil et sur la manière d'utiliser l'argent reçu.

ILS SONT PARTIS





Jean-Daniel Liechti, architecte, Lucens (auteur de notre affiche, de l'autocollant et de multiples caricatures parues dans Interrogation), son épouse Sylviane, aide en pharmacie, et leurs deux enfants, Nicolas et Sylvain, sont partis le 3 juin 1977 à Ruyigi, Burundi (D.S.P. 119 Bujumbura) pour la formation d'entrepreneurs et de maçons; pour l'établissement de plans et constructions des équipements collectifs.

ILS ONT TERMINE LEUR CONTRAT

- Michel Stern, mécanicien sur autos au garage de la mission catholique de Niamey, au Niger, où il a formé des apprentis et des ouvriers, le 30 mars. Adresse actuelle : 9, rue de l'Avenir - 1530 Payerne
- Foyer Marie-Claire et Jean-François Cochet, imprimeur chargé de la pré-formation professionnelle au Collège Issa-Béri à Niamey, au Niger, et de formation professionnelle à l'Imprimerie nationale à Niamey, le 31 décembre 76. Marie-Claire était responsable d'ateliers au Collège Issa-Béri également. Ils ont signé un nouveau contrat avec la Coopération technique suisse, BP 893 - Niamey (Niger)

MARIAGES

- Léonce Voide (ancien de Côte d'Ivoire) et Margareth Buman, le 28 mai 77. Leur nouvelle adresse : Restaurant de la Gorge - 3906 Saas-Fee (VS)
- Claudine Deneréaz et Joseph Brandenberg, le 18 juin 77; Alpes 15 - 1023 Crissier
- Marylène Favre et Charles Faugères, le 2 juillet 77; av. de la Dôle 5 - 1005 Lausanne
- Marie-Rose Turin (ancienne de Madagascar et ancienne responsable de l'équipe FSF du Valais) et Gilbert Conus, le 6 août 77 à Collombey (VS)

NAISSANCES

- Myriam, au foyer de Thérèse et Roger Dubosson, les Barges, 1896 Vouvry, le 21 mars 77
- Rachel, au foyer de Marie-Thérèse et Marcel Gautron-Saxer, les Fontanelles - 1754 Rosé baptisée dans la nuit de Pâques du 9 avril 77
- Marie, le 27 avril 77, au foyer de Ghislaine et Claude Maier, 22 Heitera - 1700 Fribourg
- Jean-Baptiste, le 12 mai 77, au foyer de Cécile et Xavier Vaudan-Alter, 1931 Le Martinet / Bagnes
- Alain et Olivier, nés le 15 mai 77 au foyer François Baroni-Hofstetter, Traversière 25 - 2013 Colombier
- Véronique, le 24 mai 77, au foyer d'Elisabeth et Romain Verly, Mission catholique, BP 155, Moundou - Tchad

A INTERTEAM : Lors de l'assemblée générale du ler mai dernier, le président Urs Keel a démissionné. Il a été remplacé par Lukas Gämperle, Horw. Le vice-président est M. Philippe Schlumpf, Steinhausen. Merci et bons voeux à Urs qui part en famille en affectation au Brésil, et félicitations fraternelles aux nouveaux responsables.

ORGANISATION INTERNE

A la suite de longues conversations, le comité GVOM et le conseil du DM ont redéfini leurs relations en vue d'une meilleure efficacité.

Il a été décidé que, en principe, tous les candidats partant à court terme (jusqu'à trois ans) seraient GVOM.

Par ailleurs, si des contrats devaient se prolonger au-delà de ce temps, ils seraient repris par le DM. De même, si les GVOM assumaient pendant un temps prolongé des liens avec des projets ecclésiastiques, la possibilité de la prise en charge de tels postes par le DM pourrait être envisagée.

Dans l'optique définie, le GVOM peut envoyer des volontaires dans des régions nouvelles pour les volontaires suisses. Après l'Algérie, on voudrait s'ouvrir mieux à l'Amérique latine.

Le travail en Suisse des GVOM, en liaison avec EIRENE et FSF, est pleinement reconnu, et dans ce domaine, le GVOM est totalement responsable de ses choix et de ses options.

Le GVOM qui émarge au budget du DM pour ses frais de fonctionnement (permanents et secrétariat) est responsable des dépenses liées à l'envoi de volontaires, à son travail en Suisse, à ses dépenses découlant de son travail d'information (participation à la publication d'INTERROGATION, affiches, actions pendant la semaine de l'unité, etc.).

Pour assurer le lien entre le GVOM et le conseil du DM, la décision provisoire d'inviter un membre du comité GVOM au conseil et d'avoir un membre du conseil au comité GVOM a été confirmée.

FINANCES

Nos lecteurs ont reçu une circulaire financière dont la justification découle de ce qui a été expliqué plus haut.

Avant l'été, pensez à nous !

VOLONTAIRES ET FORMATION

Le cours de printemps de Longirod a été fractionné cette année pour favoriser une meilleure participation. Quelques GVOM y participent.

Bonnes nouvelles de nos volontaires outre-mer.

BUSS Théodore et Heidi
Casilla 248
Sucre
Bolivia

7 mai 1977

A tous ceux qui nous ont accompagnés lors de notre départ, bonjour !

.....

(20.4.77) "Papa, pourquoi y a-t-il autant de police ici ?" a demandé Bastien plusieurs fois. C'est vrai qu'ils sont partout ! Que défendent-ils ?

"La contribution des mines d'étain à l'infrastructure du pays s'est limitée à la construction des chemins de fer qui étaient nécessaires pour le transport du minerai. Pour la Bolivie, cela signifie qu'une grande partie de ses gisements d'étain les plus faciles à atteindre ont été exportés sans que le pays lui-même ait fait un pas en avant. Ce n'est pas le retard mental de ses habitants qui est la cause du sous-développement de la Bolivie, qui a aujourd'hui le plus faible revenu par tête d'habitant de l'Amérique du Sud. La Bolivie a été livrée par sa propre classe dirigeante à la surpuissance des métropoles financières d'Europe et d'Amérique du Nord. La Bolivie n'avait et n'a rien à opposer à cette surpuissance. Elle est restée un simple producteur de matière première pour l'industrie européenne et américaine. Aucune industrie n'a été développée en Bolivie, on n'a investi que ce qui était absolument nécessaire pour exporter le minerai d'étain, on a empêché toute accumulation de capital autochtone.

Le départ des richesses des mines vers l'étranger s'est opéré sans obstacle : il laissait et laisse encore la Bolivie dans un état de sous-développement qu'avaient déjà créé les Espagnols. Des Espagnols - qui avaient pratiquement épuisé les gisements d'argent - aux barons de l'étain et jusqu'à aujourd'hui, peu de choses ont changé, malgré la guerre d'indépendance et la création de l'Etat."

(tiré de "Lateinamerika : Abhänggigkeit und Gewalt" d'Andreas Bänziger, roman Berger & Jean-Claude Buhrer, ed. Laetare/Imba)

Que disait le prophète Ezechiel (11/19) ? "Je vous donnerai un coeur loyal; je mettrai en vous un esprit neuf; je vous enlèverai du corps votre coeur de pierre et je vous donnerai un coeur de chair..."

Cette promesse est valable aussi pour les barons de l'étain, les responsables des banques, les investisseurs étrangers (Suisses et autres), les gouvernements dictatoriaux, Monsieur-tout-le-monde-qui-prétend-que-le-tiers-monde-ne-le-concerne-pas. Si le rapport de puissance actuel a pu se créer, c'est qu'à un bout les coeurs de pierre ont sévi. A nous de lutter pour que ce rapport de forces soit modifié et que l'Indio des Andes puisse lever la tête.
Chacun a la capacité d'apporter une contribution à cette lutte, d'agir avec un coeur de chair.

.....

La journée du dimanche 24 restera longtemps dans nos mémoires. Le matin, je pars avec Laurent Vivien en Land Cruiser dans un village perdu au fond des montagnes, Combuco, où réside un sanitaire, qui a convoqué tous les habitants pour la venue du "Doctor" (il répète Doctor toutes les demi-phrases en s'adressant à nous). Je vais assister à la meilleure séance de conscientisation qu'il m'ait été donné de vivre. Après une longue attente, les campesinos sont là, d'abord un peu timidement (25), puis plus massivement (50). Laurent présente, à l'aide de 3 panneaux dessi-

nés par un Aymara, les 3 grands moyens d'éviter les maladies : la propreté, une nourriture équilibrée, la vaccination. Il insiste pour que ceux qui souffrent de tuberculose se fassent soigner, car le traitement est long. C'est aussi pourquoi - contrairement aux autres - il est gratuit. Puis Laurent souligne l'utilité du travail et la compétence du "sanitario" Pedro Mamani, qui a reçu de l'Etat péruvien une formation de 6 mois et qui, avec une ardeur remarquable, continue de suivre des cours de volontaire. C'est lui qui, tout au long, a traduit en aymara les petits exposés de Laurent sur chaque thème, qui étaient suivis chaque fois d'une discussion. On est en pleine méthode Paulo Freire.
Cette communauté villageoise, qui est organisée en coopérative est particulièrement dynamique et fait plusieurs propositions concrètes. A la fin, on nous dit que des hommes sont partis dans la montagne pour chercher un grand malade. Nous promettons de revenir. Au moment du départ, les hommes apportent à Laurent un mouton dépecé en cadeau !
Après le pique-nique, pris en famille au bord d'un rio à l'eau transparente, nous retournons au village. Il commence à pleuvoir. De loin, nous voyons sur la pente de la montagne 11 hommes qui en portent un douzième, en se relayant. L'un d'entre eux arrive en avance et nous apprend que le jeune homme, atteint de tuberculose, est mort en route. Laurent demande alors des précisions au sanitaire. Nelberto Lipe Ticone a 20 ans, sa tuberculose a été diagnostiquée en janvier. 4 injections (sur 25 prescrites) lui ont été faites, puis il a refusé le traitement. Les hommes arrivent, avec la mère adoptive du jeune qui pleure, et déposent le corps au fond d'une maison. Laurent, dont la voix est presque couverte par la pluie d'orage qui martèle le toit de tôle ondulée continue alors son enseignement du matin en s'adressant au rassemblement qui s'est immédiatement formé : ces cicatrices, ces plaies sur le cou et dans le dos, sont le signe infaillible de la tuberculose. En janvier, en février, en mars, ce garçon pouvait guérir. Si seulement il s'était fait soigner. Vous aussi, vous êtes responsables de convaincre les malades d'accepter le traitement qui peut les sauver. Le moment est tragique : cette pluie violente, l'attitude digne des personnes présentes, l'illustration patente de la nécessité de la séance matinale, l'intervention de Laurent, qui ne manque pas de grandeur. Une médecine préventive, telle qu'essayent de la pratiquer les médecins qui font partie de ce projet, en collaboration avec les autochtones formés en conséquence, est une des choses les plus utiles que nous ayons vues ou dont nous ayons entendu parler jusqu'ici dans le tiers-monde. Conçu à l'origine par un médecin zürichois, le Dr Zehnder, ce programme est co-financé, depuis quelques années, par la Coopérative technique de la Suisse. Il est prévu qu'à l'avenir, tout le service soit péruanisé, y compris les médecins (5 Suisses à présent).

....

(6.5.77) Notre arrivée à Sucre s'est faite sur le mode impromptu. Personne à l'aéroport : le télégramme soit n'est pas parti, soit n'a pas été transmis. Cela nous donne une très bonne occasion d'avoir un aperçu de la situation réelle de l'Eglise Methodiste de Sucre. A peine avons-nous atterri que je suis en train de prêcher. Membres de l'Eglise présents : 5. Les 20 autres personnes qui assistent - par obligation - sont les pensionnaires des internats. En aucun cas, on ne peut dire qu'il y a ici une paroisse ou une communauté formée. Il y a des "oeuvres méthodistes" : un internat de jeunes filles, un autre de jeunes gens, un "centre juvénile", la participation du pasteur à différentes organisations de développement. L'une de celles-ci décrivaient ainsi la situation, dans un rapport daté de 76 : "Les départements du Sud du pays - attribués au poste pastoral de Sucre - Potosi, Tarija et Chuquisaca (capitale Sucre), ont une superficie de 207'365 km2 : 5 fois celle de la Suisse. Leur densité démographique est de 8,3 habitants au km2. Leur population totale est de 1'736'646 habitants, dont 382'162 urbains et 1'354'484 ruraux. Le paysan de ces régions a un revenu annuel de fr. 172.-. La mortalité infantile en milieu rural atteint 60%, le taux d'analphabétisme n'est pas inférieur à 62%."
A ces chiffres brutaux, je compare une nouvelle trouvée dans la "Süddeutsche Zeitung" du 6.4.77 : "En Allemagne fédérale, un enfant sur 10 souffre d'obésité. Causes : manque affectif, habitude de la famille de manger surabondamment."

ANIMATION EN BROUSSE DU NORD CAMEROUN

Les délégués des villages se prennent totalement en charge pour les petits projets qu'ils lancent chez eux. Ce sont de simples agriculteurs qui peinent dur pour nourrir leur famille et travaillent bénévolement à l'animation de leur village. Ils ont réussi à créer des greniers communautaires, pour avoir une réserve commune pour les temps de disette. Ils sont allés plus loin puisqu'ils ont créé des champs en commun, des petites caisses communes qui serviront à la création de petites pharmacies de village. Des animateurs de santé animent bénévolement une demi-matinée par semaine, le centre de protection maternelle et infantile. Il faut mettre en route ces responsables, les former dans des sessions régionales, diocésaines. Une rencontre annuelle de dix jours permet à tous les délégués du Nord Cameroun de faire le point, de partager idées et difficultés, de voir ce qui se passe dans les autres régions.

Notre travail, à nous volontaires expatriés, c'est de coordonner ce qui se fait dans les villages, de faire réfléchir sur le travail accompli et à accomplir, à avancer avec les gens des villages pour qu'ils prennent eux-mêmes leurs responsabilités.

Nous avons lancé une bibliothèque à Doukoula. Elle comprend plus de 370 livres et des revues. On y trouve une bonne cinquantaine d'auteurs africains (ed. Clé, Présence africaine) qui sont les plus lus. Les responsables de la bibliothèque sont les jeunes du village qui sont collégiens. Il font très bien leur travail dans cette zone rurale. Les collégiens ont nommé eux-mêmes les responsables, établi les règlements, fixé les heures d'ouverture, les conditions de prêt des livres. Ils gèrent très bien, seuls, cette bibliothèque. Le retour des livres s'effectue sans problème, les livres sont prêtés 15 jours. Une petite amende est prévue pour les retards. Une cinquantaine de jeunes sont fidèles à la bibliothèque, en plus des maîtres et de tous les fonctionnaires. Mais les livres passent dans plusieurs mains avant de rentrer à la bibliothèque. C'est un bon début, je ne croyais pas arriver si vite à ce résultat. Il faudra encore mettre en place un responsable permanent pour s'occuper du renouvellement des livres, pour recevoir les cotisations des maîtres et des fonctionnaires. Les collégiens ne paient pas encore de cotisation. Quand ils auront découvert que les livres appartiennent à eux et non au Blanc, alors peut-être leur viendra l'idée d'une minime participation. C'est à eux de le découvrir...

Dans toute notre action, nous tenons compte de la ligne de développement fixée par l'administration, qui est tenue au courant de notre activité.

Même si je tente de vivre tout près des gens, moi, l'étranger, je reste toujours un peu à côté de la plaque, à côté de ce qu'ils vivent journellement dans leur famille, leur travail, leur village. Je vais chez eux n'importe quand, je suis toujours bienvenu et chaleureusement accueilli. Cela me demande un rude effort pour être disponible comme eux, pour ne pas accueillir froidement et de manière pressée, sous prétexte que j'ai quelque chose à faire...

Roland Couturier, Doukoula

De tous les coins du globe - Afrique, Amérique latine, Europe de l'est, Asie, et parfois plus près de chez nous - les appels contre l'arbitraire et le totalitarisme nous arrivent. C'est sous la forme de ce poème chilien que en ce début d'été nous vous tranmettons tout à la fois des cris de souffrance et d'espérance.

* * * * *

Ta voisine la fourmi — CHILI

A quoi cela sert-il que l'homme
Contemple les étoiles,
Quand nous voyons que la terre
Est semée de pauvreté.
Moi je vous dis humblement
Que je suis votre voisine la fourmi
Qui contemplais les roses } *bis*
Et leur enlevais leurs épines. } *bis*
Tout au long de ma route
Ce n'étaient que conflits
Entre l'ingratitude de l'abondance
Et le froid des consciences ;
Mais une fois mes yeux bien ouverts,
La vie me donna raison :
Au moindre cri de justice } *bis*
Le requin est désarmé. } *bis*
Chaque matin me parvient
La senteur d'une violette,
Et son parfum se fixe
Comme un message sur ma porte.
Il me dit qu'arrive une autre vie
Où nous serons tous frères.
Ne me dites pas que les fleurs } *bis*
Ont oublié les hommes. } *bis*

Je ne vous chante pas avec amertume,
Mais profondément confiante
Dans ce peuple qui a su délivrer
De ses chaînes l'espérance.
Si ma voix s'écartait
Du chemin qui dénonce,
Je lui mettrais mille cadenas,
Je lui dirais de ne plus chanter } *bis*
Je lui demanderais de ne plus chanter. } *bis*

1

2

3

CE N'EST PAS UNE RAISON, POUR QUE COMME NOUS, VOUS N'AYEZ PAS DE VRAIES VACANCES!

JD LIECHTI DEC 76

— MÊME LES SOMMETS SONT POLLUÉS

INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Centre Offset SA, Lausanne

